



SALARIÉS DU GROUPE EDF, ENSEMBLE, REFUSONS UNE RÉORGANISATION MORTIFÈRE POUR LE GROUPE EDF ET SES SALARIÉS !

Dès que ce projet a été plus précisément connu en mai, FO Énergie et Mines a mené l'offensive contre un projet dicté par une logique de banque d'affaires et non pas par l'intérêt général. C'est sur cette base que nous avons mené la campagne au CA EDF et que les salariés nous ont confirmé leur confiance. C'est aussi, convaincue que la riposte devait être la plus large possible pour être efficace que FO a inlassablement œuvré pour que les quatre syndicats représentatifs lancent une journée de grève et de mobilisation le 19 septembre.

Les raisons de notre opposition à cette volonté de séparer EDF en deux n'ont pas changé depuis mai dernier.

Le projet actuel consiste à séparer EDF en deux avec d'un côté EDF « Bleu » composée du nucléaire, de l'hydraulique, à laquelle serait rattachée RTE et les filiales nucléaires (Framatome, HPC) et de l'autre côté, EDF « Vert » composée du commerce et de SEI avec comme filiale EDF Renouvelables, Dalkia, Enedis, les filiales internationales et Électricité de Strasbourg.

LES PROBLÈMES D'EDF N'ONT PAS POUR ORIGINE SON ORGANISATION ACTUELLE

La Commission Européenne ne cesse de vouloir casser le groupe EDF depuis l'ouverture des marchés. Elle a commencé son travail de sappe en faisant sortir le réseau de transport (2004) puis celui de distribution (2007). Elle voudrait maintenant faire sortir d'EDF le commerce et supprimer toute optimisation entre l'amont et l'aval.

C'est pour FO inacceptable !

Ce n'est pas en coupant EDF en morceaux qu'on va améliorer la situation ! FO exige que Commerce continue à faire partie intégrante d'EDF.

FO considère depuis toujours que c'est l'attitude de l'État qui a causé les difficultés d'EDF : prélèvements massifs de dividendes depuis 2004, obligation mises à la charge d'EDF dans le cadre de la restructuration de la filière nucléaire et mise en place de l'ARENH (Accès Régulé au Nucléaire Historique d'EDF), qui est un outil de spoliation d'EDF au bénéfice de ses concurrents !

Il faut arrêter une fois pour toutes de donner une prime à ceux qui n'investissent pas et qui se contentent de vivre aux dépens de notre Groupe. C'est cela qui doit cesser ! Il serait inacceptable que la contrepartie de la fin anticipée de ce mécanisme, qui de toute façon se termine en 2025, soit une nouvelle casse d'EDF !

LES ENGAGEMENTS SUR LA PÉRENNITÉ D'UN GROUPE INTÉGRÉ NE TIENDRONT PAS DANS LA DURÉE

Gouvernement et Direction tentent de faire croire que les deux entités qu'elles appellent de leurs vœux, la Verte et la Bleue pourront rester intégrées dans leur fonctionnement quotidien. Mais qui peut croire un seul instant à cette fable ? Chaque société aura en effet son CA, ses instances de direction et de concertation et elles auront des logiques très différentes. Cela poussera Vert à être de plus en plus privatisée. Chacun se souvient des engagements pris en 2004 sur Gaz de France et ce qu'il en est devenu avec Nicolas Sarkozy 4 ans plus tard. Qui peut sérieusement croire que les engagements que pourraient prendre Emmanuel Macron soient plus crédibles ?

LE RATTACHEMENT D'ENEDIS À EDF VERT PORTE UN RISQUE MORTIFÈRE POUR L'AVENIR DE LA DISTRIBUTION

Depuis l'origine du projet, **le Gouvernement veut créer deux EDF**, une pour la production centralisée et l'autre regroupant tout le reste. Mais pour que cette seconde partie puisse être mise en Bourse et de plus en plus privatisée, **il faut que ce montage « plaise » aux marchés financiers**. C'est pour cela que Vert comprend à la fois des activités concurrentielles mais aussi une activité régulée (Enedis) financée par le TURPE ! En faisant cela, l'État ouvre la boîte de Pandore et court le risque de voir des collectivités locales, notamment dans les grandes métropoles, repartir à l'assaut contre le monopole de distribution et donc la remise en cause de la péréquation tarifaire. C'est un risque considérable pour l'avenir de la distribution, du Service Public et des salariés, que FO refuse de prendre.



LES CONSÉQUENCES SOCIALES DE CETTE SCISSION D'EDF SERAIENT CONSIDÉRABLES !

La mobilité entre nos activités, en particulier dans nos activités historiques, serait rendue encore plus difficile qu'aujourd'hui. On a déjà vu ce que cela donnait lors de la filialisation de RTE puis d'Enedis ainsi qu'avec la privatisation d'Engie. **Tous les salariés seraient impactés.**

Pour les agents d'ENEDIS, du service commun et ceux des SEI, l'entrée de capitaux privés va inexorablement entraîner une augmentation des exigences des actionnaires et il y a fort à craindre que les efforts seront supportés par les salariés avec des impacts sur les emplois, et donc sur leurs conditions de travail.

Pour les salariés de commerce et des fonctions tertiaires, déjà lourdement impactés par des suppressions d'emplois massives, il y aurait une dégradation encore accélérée, et peut-être même un plan social, tout cela sur fond d'externalisation de plus en plus forte et de réduction de la place du statut des IEG. Là encore, c'est évidemment totalement inacceptable pour FO.

Pour ceux de la production ou de l'ingénierie, la situation ne va pas s'améliorer. Dans le nucléaire, la question de l'avenir de la filière est posée. Car d'un côté, il y a l'annonce du Gouvernement qu'aucune décision ne sera prise sur le lancement d'un programme d'EPR tant que Flamanville 3 ne fonctionnera pas et d'autre part, la PPE mentionne la fermeture de 14 réacteurs d'ici 2035.

Dans l'hydraulique, on sait que la Commission Européenne a lancé une nouvelle mise en demeure pour ouvrir les concessions à la concurrence.

Quant aux centrales à charbon, on sait que le Gouvernement veut, au mépris de la sécurité d'approvisionnement, conduire à les fermer en 2022. Sur tous ces sujets industriels et sociaux, FO mène le combat aux côtés des agents.

Dans un contexte social marqué par la récente crise que notre pays a traversé, la réaction des salariés du Groupe EDF va être scrutée de près et sera décisive pour la suite ou non d'Hercule.

Alors avec FO et l'Interfédérale, DITES NON A HERCULE le 19 SEPTEMBRE, montage financier qui porte un risque considérable pour notre groupe et notre avenir !